



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.394
30 juin 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Onzième session
São Paulo, 13-18 juin 2004

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ACCUMULATION DE CAPITAL:
BILAN RÉCENT ET INCIDENCES SUR LES POLITIQUES**

Débat thématique interactif

14 juin 2004 - Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Le débat s'est articulé autour d'exposés présentés par un groupe d'experts - l'animateur était Enrique Iglesias (Président de la Banque interaméricaine de développement) et les intervenants étaient Yilmaz Akyüz (Université de Malaya, Kuala Lumpur), Martin Khor (Directeur de Third World Network), Guido Mantega (Ministre de la planification du Brésil), Deepak Nayyar (Vice-Chancelier de l'Université de Delhi) et José Antonio Ocampo (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies).
2. De l'avis général, l'accumulation de capital jouait un rôle central dans le jeu des variables qui constituaient le cercle vertueux de la croissance. On a estimé qu'en Amérique latine, plus de 20 ans de libéralisation du commerce, des transactions financières et des mouvements de capitaux n'avaient pas réussi à enclencher un processus de croissance soutenue car ces politiques n'avaient pas créé l'indispensable dynamique de l'investissement. Les crises récurrentes dont souffrait cette région étaient dues à des faiblesses structurelles et à une dépendance excessive à l'égard des entrées de capitaux, exigeant des taux d'intérêt intérieurs élevés et aboutissant à une surévaluation de la monnaie et à une instabilité des taux de change. En conséquence, la

croissance s'était sensiblement ralentie et était devenue plus irrégulière; de nombreux pays étaient désormais tributaires des entrées de capitaux étrangers. En moyenne, les pays en développement d'Asie avaient atteint des taux d'accumulation de capital plus élevés. Dans ces pays, les conditions macroéconomiques avaient été plus favorables à la progression des investissements intérieurs réalisés dans le capital fixe. Même si les politiques et stratégies suivies par les pays asiatiques - avec de meilleurs résultats économiques à clef - avaient été très différentes, les exportations de biens manufacturés avaient généralement progressé plus rapidement que les importations et la croissance des exportations était due à une production de plus en plus compétitive dans les secteurs d'exportation les plus dynamiques caractérisés par une valeur ajoutée locale élevée. Les taux de change réels ont été maintenus à des niveaux qui favorisaient les exportations des entreprises locales et les besoins de financement extérieur étaient restés limités.

3. Suite à l'adoption, dans la plupart des pays d'Amérique latine, des orientations préconisées dans le «consensus de Washington», l'ouverture à la concurrence internationale s'était accompagnée d'une déréglementation et d'un affaiblissement général des politiques économiques intérieures dans le cadre de réformes favorables au marché. Les politiques macroéconomiques suivies en Amérique latine avaient, en général, réussi à juguler l'inflation et à attirer des capitaux étrangers, mais elles l'avaient fait au détriment de la formation intérieure de capital. La hausse des exportations, lorsqu'elle s'était produite, avait été limitée à quelques secteurs, essentiellement aux produits de base et aux articles manufacturés contenant une part élevée de produits importés, et n'avait pas entraîné la transformation structurelle générale nécessaire à une croissance et à un développement élargis et soutenus. Les perspectives de croissance et de développement s'étaient récemment améliorées en Amérique latine, en partie grâce aux nouvelles mesures destinées à stimuler davantage le secteur des exportations. La balance des paiements courants était ainsi devenue excédentaire, entraînant une diminution des besoins en capitaux étrangers et une amélioration des ratios dettes d'exportations.

4. Les intervenants ont aussi mis en évidence le bilan de l'Inde et de la Chine, qui ont connu une croissance rapide et soutenue. On a estimé que la réussite économique de ces pays ne pouvait être attribuée à des politiques d'ajustement structurel orthodoxes ou à une plus grande ouverture, mais plutôt aux conditions initiales, caractérisées par un État fort et une libéralisation

progressive du commerce et des transactions financières. D'où l'importance d'adopter des politiques de développement cohérentes pour relever les défis de la mondialisation et surmonter les contraintes liées aux règles régissant le commerce international et les relations financières. Toutefois, il a été admis que la marge d'action dont disposaient les petits pays et les pays exécutant des programmes supervisés par les institutions financières internationales pour poursuivre ce type de stratégie était plus réduite.

5. La libéralisation du commerce avait produit de meilleurs résultats en Asie de l'Est qu'en Amérique latine car elle avait été engagée après le développement réussi des activités manufacturières dans la première alors qu'elle devait remédier aux échecs des précédentes politiques dans la seconde. L'expérience de l'Amérique latine démontrait qu'une politique macroéconomique qui visait trop exclusivement à juguler l'inflation et à attirer les flux de capitaux était incapable de produire des taux d'investissement intérieur suffisamment élevés et que l'investissement dans les infrastructures et le renforcement des institutions nationales était indispensable. Si la discipline budgétaire était un élément important de politiques macroéconomiques rationnelles, l'objectif de la gestion macroéconomique ne devrait pas être d'équilibrer le budget, mais d'adopter des mesures dynamiques favorisant une hausse des revenus, une croissance de la productivité et des transformations structurelles; à cette fin, le développement des entreprises locales était considéré comme plus important que l'investissement étranger direct (IED).

6. On a estimé que les taux d'intérêt et la stabilité macroéconomique étaient des facteurs déterminants du niveau de l'investissement, les facteurs microéconomiques jouaient aussi un rôle dans l'amélioration des conditions d'investissement. Il fallait éviter de trop réglementer l'activité économique et veiller à ce que le cadre juridique et réglementaire favorise la formation de capital des entreprises locales et la création de nouvelles entreprises dans les secteurs les plus productifs. Les marchés financiers nationaux devaient être encadrés afin de contribuer davantage à la hausse de l'investissement dans les capacités productives qu'aux activités financières spéculatives. Il était aussi nécessaire d'utiliser les instruments budgétaires et monétaires pour prévoir des mesures incitant au réinvestissement des bénéfices et dissuadant de consommer des produits de luxe. Dans ce contexte, on a reconnu que les incidences de l'investissement sur le développement

dépendait non seulement du niveau de cet investissement, mais aussi de sa répartition entre les secteurs économiques.

7. En général, la mondialisation et la libéralisation n'avaient pas accéléré la convergence des revenus entre le Nord et le Sud. Cela s'expliquait en partie par le fait que des règles uniformes étaient inadaptées à des partenaires inégaux et par la diminution de la marge d'action dont disposaient les pays en développement pour promouvoir l'industrialisation et le commerce. Ces pays avaient vu leur marge d'action se réduire du fait non seulement des règles de l'Organisation mondiale du commerce et des conditions imposées par la coopération financière internationale, mais aussi de leur intégration aux marchés financiers internationaux. Il a donc été jugé indispensable que les pays en développement exploitent de manière plus efficace la marge d'action qu'ils conservaient et que, parallèlement, les règles existantes soient peut-être révisées, notamment dans le cadre de négociations commerciales multilatérales, dans le but d'élargir cette marge d'action. À cette fin, des structures plus démocratiques de gouvernance mondiale étaient considérées comme nécessaires.

8. Au niveau international, il faudrait étudier des mécanismes de financement novateurs et les mécanismes de financement anticycliques devraient être renforcés. On a estimé que le rapatriement des salaires était une source de plus en plus importante de revenus pour de nombreux pays en développement et qu'il serait utile d'étudier des mécanismes qui permettraient à ces flux de contribuer de manière plus efficace à l'investissement et à la croissance.

9. De l'avis général, le développement des industries nationales devrait aussi reposer, davantage que par le passé, sur le marché intérieur et sur une coopération régionale et Sud-Sud accrue. Pour avoir un impact sur la réduction de la pauvreté, les politiques de croissance devraient aller de pair avec des mesures garantissant la création d'emplois et l'intégration sociale. Les avantages d'un financement de la croissance par l'emprunt extérieur et l'IED devraient être examinés de manière plus attentive. Étant donné que les conditions économiques étaient très différentes d'un pays à l'autre, il fallait que les stratégies nationales de développement soient conçues de manière moins uniforme.